

Mesdames, Messieurs,
Association CRAS
39 rue Gamelin
F-31100 TOULOUSE
France

dépôt le 25/11/20
radio zinzine info
04300 Limans

FORCALQUIER

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE



RADIO ZINZINE
INFO

LIRE
des chênaies

N°837- 25 novembre 2020

Lettre à Jérôme, mon frère,
paysan tué par un gendarme

En mai 2017, en Saône-et-Loire, l'éleveur Jérôme Laronze était abattu par un gendarme. À l'occasion de ce qui aurait dû être son quarantième anniversaire, sa sœur Marie-Pierre rappelle ses combats, l'engrenage infernal ayant conduit à son homicide, le poids des normes. Et s'interroge: «Quels crimes avais-tu commis pour justifier le recours à des hommes armés pour de simples contrôles administratifs?»

Ce 13 novembre 2020, nous devons fêter tes 40 ans, une quasi-moitié de parcours de vie. Pas pour tous, pas pour toi. La tienne a pris fin brutalement, violemment, un 20 mai 2017.

Te souviens-tu? C'était à la fin d'une belle journée de printemps, à la croisée de deux chemins de terre, à l'ombre de vieux chênes sous l'abri desquels tu étais venu chercher un peu de répit et de fraîcheur. Six tirs de Sig-Sauer [des pistolets automatiques] t'ont quasiment arraché à ton sommeil, six tirs si rapides que ta vieille Toyota n'a pu te tirer d'affaire et s'est écrasée contre un arbre. C'est là que ton regard lentement s'est éteint, que ton souffle s'est tari à mesure que ton sang noircissait sièges et tapis de la voiture.

Vingt-cinq minutes qu'ils t'ont laissé, seul, agonisant, à fixer, entre deux spasmes, les vertes prairies environnantes. Vingt-cinq minutes pendant lesquelles les porteurs des Sig-Sauer ont failli à tous leurs devoirs et perdu leur humanité. Vingt-cinq minutes à réfléchir à comment expliquer à leurs chefs les tirs de côté et de l'arrière du véhicule pour protéger leur carrière plutôt que la vie d'un homme.

Neuf jours qu'ils avaient déjà passé à te chercher, à espionner ta ferme, tes appels, tes relevés de compte, tes fréquentations, comptant sur quelques maudits délateurs pour signaler ta présence éventuelle sur tes terres. Il faut dire que la souris était futée et les chats peu agiles.

Un fugitif, ils avaient fait de toi un fugitif, obligé de laisser son bétail et ses terres pour échapper à cette meute de fonctionnaires venue, ce 11 mai 2017, t'arracher, ordonnances et mitraillettes en mains, tes vaches et ta dignité. Ceux des services vétérinaires de la direction départementale de la protection des populations (DDPP) ont dit que tu étais un mauvais paysan, qu'ils devaient te retirer tes animaux, que ça suffisait cette contestation de la traçabilité, des normes et de la bureaucratie. Que c'était pas de bon cœur, mais qu'ils devaient mettre fin à ce mouvement de rébellion sur ta ferme. Tes animaux devaient être déclarés, tous, sous sept jours, et soumis aux contrôles de prophylaxie. Une épidémie est si vite arrivée!

Les gendarmes s'en sont mêlés, venus nombreux, et bien plus que nécessaire, prêter main-forte aux contrôleurs. Il y avait ceux du coin et ceux de Mâcon, un bataillon d'hommes, en noir, armés, sur ta ferme. Une débauche de moyens pour te faire plier. Et puis, sans trop comprendre comment et pourquoi, une blouse blanche a décidé, dans le calme feutré d'un cabinet de ville, à bonne distance de l'agitation de ta ferme et de la comédie qui s'y donnait, qu'il fallait t'hospitaliser de gré ou de force. Comme si l'effacement de ta ferme ne pouvait suffire à nourrir leur rage, il leur fallait te bâillonner, que ta parole ne soit plus audible, à jamais. Trop, c'en était trop!

Déjà, le matin, deux d'entre eux t'avaient provoqué, s'approchant de trop très avec leurs armes et mauvaises intentions, à tel point qu'il t'avait fallu les effaroucher avec ton tracteur. Quelle issue te restait-il face à leur nombre et à leurs mauvaises dispositions? La fuite. Tu savais qu'il fallait partir, qu'on ne discute pas avec ces gens-là, que leur nombre et certitude te condamnaient à avoir tort.

Neuf jours de cavale, neuf jours de mystère et d'espoir, neuf jours de liberté et d'inquiétude, neuf jours à dénoncer l'effacement silencieux des paysans, la dépossession de leur savoir, leur asservissement à toujours plus de normes et l'arbitraire des contrôles qu'ils t'avaient infligés. Neuf jours à battre la campagne et puis tout s'est éteint.

Après ton décès, ceux de l'administration se sont fait plus discrets, ton cheptel n'était plus à risque et son enlèvement n'a jamais eu lieu. Ils ont soudain jugé l'herbe de tes prés assez verte et grasse pour nourrir tes bêtes et ta famille assez disposée pour les soigner. L'urgence était ailleurs!

Que valait la parole d'un paysan contre celle d'un agent assermenté?

Un paysan abattu, c'est pas comme un paysan suicidé,

c'est pas le prix du désespoir mais celui de la révolte. Il faudrait pas que cette affaire soit prétexte à une émeute ou une jacquerie. Les réseaux se sont vite activés à tel point que le ministre de l'Agriculture de l'époque a été averti de ton décès bien avant ta famille. Ceux de la préfecture, de la gendarmerie et du parquet se sont concertés deux bonnes heures avant de juger opportun de nous informer. Triste monde, où le contrôle de l'information l'emporte sur le respect des morts et de leur famille.

Beaucoup se sont exprimés après ton décès, bien souvent en des bavardages en disant plus sur eux-mêmes, leurs faiblesses et faux-pas, que sur toi, qu'ils ne connaissaient pas ou si peu. Que savaient-ils de tes combats qu'ils n'avaient, eux, pas eu le courage de porter? L'ombre de ton grand corps sans vie et désarticulé les impressionnait encore assez pour les pousser à la calomnie et au mensonge comme autant de souillures à ta mémoire.

Reclus dans notre chagrin, écrasés par la brutalité de ta mort, nous nous sommes tus mais chacun de leur mensonge a entaillé nos chairs pour mieux durcir nos cuirs. Le temps de la vérité viendrait.

Certains se sont empressés de rappeler ta condamnation, courant 2016, à trois mois de prison avec sursis et quelques milliers d'euros, par le tribunal correctionnel de Mâcon. Une procédure qui faisait suite aux contrôles vétérinaires effectués sur ta ferme, en 2015, où les contrôleurs se sont faits procureurs, agitant moult procès-verbaux à charge. Tu ne t'es pas défendu, les dés étaient pipés! Que valait la parole d'un paysan contre celle d'un agent assermenté? D'autres se sont empressés de douter de ta raison, assurant encore que tu avais été violent et menaçant avec ceux de l'administration.

Bernard Lacour, alors président du syndicat agricole FDSEA71 [branche locale de la FNSEA, syndicat agricole majoritaire], déclarait, deux jours après ta mort: *«La vérité veut aussi que je dise que Jérôme était faible psychologiquement.»* C'est ce même syndicat qui adressait à tous ses adhérents de Côte-d'Or, le 23 mai 2017, un mail calomnieux, dans les termes suivants: *«Vous avez certainement pris connaissance de la fin tragique de Jérôme Laronze, agriculteur en Saône-et-Loire, décédé au moment de son interpellation alors qu'il chargeait avec sa voiture celle des gendarmes qui ont utilisé leur arme... La FDSEA ne peut pas cautionner les actes de violence ou de menaces qui ont pu être faits. Jérôme Laronze avait été condamné lourdement par la justice en 2015/2016 pour ses manquements sur son élevage... C'est dans ce contexte qu'un contrôle de la DDPP était prévu la semaine dernière et non lors d'un contrôle "de routine" auquel chacun d'entre vous peut être soumis. Lors de ce contrôle, l'agriculteur avait déjà pris la fuite après avoir menacé l'agent DDPP qui était depuis sous protection de la gendarmerie...»*

C'est encore Gilbert Payet, alors préfet de Saône-et-Loire, qui dénonçait dans un communiqué du 24 mai 2017, *«les mises en cause totalement injustifiées, souvent sous couvert d'anonymat, et relayées sans souci d'objectivité, des services de l'État»*. Unis pour t'accabler et mieux se disculper.

Dans ton fatras de papiers, des lettres de rappel, des mises en demeure, des menaces de saisie...

Tes amis de la Confédération paysanne, quelques voisins et amis d'enfance, ont bien protesté mais l'écho de leurs voix s'est perdu dans le tintamarre assourdissant des vainqueurs. Nous sommes demeurés seuls sur ta ferme à devoir soigner tes animaux sans prendre le temps de panser nos plaies. Meknès n'a pas supporté ton absence et s'est laissé mourir de ce vide dans lequel tu nous as laissé. On dit que les chiens sont les amis les plus fidèles. Sa vie de

chien n'avait plus de sens. Le temps du chagrin est allé sur une ferme, il y a tant à faire.

Et puis, le temps des questions est venu. Combien de contrôles s'étaient tenus sur ta ferme, pour quelles raisons? Quels crimes avais-tu commis pour justifier le recours à des hommes armés pour de simples contrôles administratifs? L'intervention des militaires était-elle le signe d'une escalade dans la gestion des contrôles, y'avait-il eu auparavant de réelles menaces ou violences justifiant un besoin de protection des contrôleurs? Qui décidait de leur présence, de leur nombre, de leur action?

Nous n'avons rien trouvé dans le fatras de papiers que tu nous as laissé. Juste des lettres de rappel, des mises en demeure, des menaces de saisie, symbole de cette liturgie administrative à laquelle tu avais cessé de croire et qui faisaient de toi un mécréant mais pas un criminel. Nulle trace d'une quelconque menace.

C'est par une voie inattendue qu'une partie des réponses nous est arrivée, reconstituant le puzzle d'une histoire bien différente de la version qui nous avait été servie. Nos habits de deuil à peine retirés, le préfet de Saône-et-Loire nous a réclamé le remboursement d'une partie des aides communautaires qui t'avaient été versées, en raison des manquements relevés lors des contrôles effectués sur ta ferme, en 2015 et 2016. De ces contrôles, nous ne savions que peu de choses si ce n'est celui du 6 juin 2016, au cours duquel plusieurs de tes bêtes périrent noyées dans une rivière à la suite de l'intervention malheureuse des contrôleurs et des gendarmes, dans une de tes pâtures. L'accident avait conduit à la suspension du contrôle et à son report quelques jours plus tard. Et puis, il y a eu celui du 11 mai 2017, au cours duquel tu as dû fuir pour échapper à cette menace d'hospitalisation forcée. Nous savions que chacun de ces contrôles s'est tenu en présence de nombreux gendarmes, sans que la raison nous en soit donnée.

Les visites domiciliaires illégales étaient une atteinte à tes droits fondamentaux

Des contrôles de 2015, nous ne savions quasiment rien. Le temps était venu de demander des comptes à l'administration, qu'elle s'explique enfin sur le nombre, le cadre et le contexte des contrôles tenus sur ta ferme. Il nous a fallu pour cela saisir le juge administratif, pousser l'administration dans ses retranchements et contradictions, pour que celle-ci admette avoir, dès mars 2015, eu recours à la force publique pour une simple opération de prophylaxie. Nous avons alors mesuré, au fil des explications fournies, l'ampleur et la répétition des humiliations qui t'ont été infligées, à chacun de ces contrôles, la négation de tes droits, les abus d'autorité avec l'assentiment des gendarmes, dont la présence n'avait qu'un but d'intimidation. Ces contrôles, dont l'instruction devant le tribunal a montré qu'ils avaient tout autant un objectif pénal qu'administratif, ont, à chaque fois, pris des proportions démesurées, permettant à l'administration de s'affranchir du respect de tes droits, en usant et abusant du recours à la force publique.

De tels abus n'ont pas échappé au juge administratif, lequel a sévèrement tancé les contrôleurs pour avoir, lors de chacun des contrôles effectués sur ta ferme, en 2015 et 2016, gravement porté atteinte à tes droits fondamentaux en procédant à des visites domiciliaires illégales.

Deux ans de combat judiciaire avec ceux de l'administration pour qu'enfin un tribunal te rétablisse dans tes droits et reconnaisse l'irrégularité des contrôles effectués sur ta ferme par des agents de l'État assermentés, chargés du respect des normes:

«Ainsi, [...] le préfet de Saône-et-Loire n'établit pas l'accord de M.Laronze aux visites domiciliaires dont il a fait

l'objet, accord qui constitue une garantie pour l'intéressé. Par suite, les requérants sont fondés à soutenir que les décisions attaquées ont été prises à l'issue et sur le fondement d'une procédure administrative de contrôle irrégulière et à en demander pour ce seul motif l'annulation.» Extrait du jugement du tribunal administratif de Dijon du 28 février 2020 n°180212.

Cette décision est définitive et s'impose à tous. Elle s'impose au préfet Payet, si prompt à dénoncer les mises en cause injustifiées des services de l'État alors que ses agents ont violé, sous son autorité, tes droits les plus fondamentaux. Elle s'impose à tous les agents de l'État qui se sont rendus complices de cette violation. Elle s'impose à tous tes détracteurs qui t'ont calomnié, à ceux qui voudraient encore se prévaloir de ta condamnation pénale alors que celle-ci a été prononcée sur le fondement de procès-verbaux établis de façon irrégulière. Elle s'impose à Monsieur Lacour, aujourd'hui président de la chambre d'agriculture de Saône-et-Loire, qui déclarait peu après ton décès: «*Cette fin tragique de Jérôme fait partie de la crise morale que traverse aujourd'hui l'agriculture et nous devons travailler là-dessus.*»

Respecteront-ils leurs engagements de dénoncer les violences morales qui t'ont été infligées? Il en va de leur crédibilité. Ce 13 novembre, tes mots, tragiquement prémonitoires, résonnaient dans nos cœurs: «*Si la Grèce antique avait ses rites et ses croyances, aujourd'hui, au nom de quels dieux, sur l'autel de quelles valeurs m'a-t-on promis l'hécatombe?*»

Marie-Pierre Laronze

Source: Reporterre, 14 novembre 2020.

A propos des normes, voir l'article de Lucile Leclair, «Au nom de la biosécurité, un prétexte sanitaire pour industrialiser davantage l'élevage», dans *Le Monde diplomatique* de novembre 2020.

Manifeste du collectif Stop EDF Mexique

Pourquoi vous parler de l'isthme de Tehuantepec? De la lutte des différents *pueblos*? Pourquoi y consacrer une page facebook, lancer une pétition, organiser des rencontres et tournées d'information? À l'heure où tout semble aller à l'encontre de la vie... On ne sait pas vous, mais nous, aujourd'hui, on ressent le besoin d'imaginer d'autres chemins, d'autres directions, et de se joindre à celles et ceux qui cheminent à contre-courant.

Cette époque vacillante nous donne le vertige. De nombreux pays du monde entier sont ravagés par des «crises sociales» comme on aime les nommer - dessinant des sociétés rongées par les inégalités où la survie quotidienne des uns côtoie le luxe vide des autres.

Partout, ou presque, les pouvoirs politiques corrompus, noyautés par les intérêts économiques ont perdu tout crédit, toute légitimité. Partout, on se demande encore par qui - et pourquoi - nous sommes gouverné·e·s. Et en parallèle, le racisme, le colonialisme, tout comme le machisme continuent de tuer chaque année, des milliers de personnes de par le monde.

fréquences FM: Forcalquier/Pertuis 100.7

Apt 92.7 - Manosque 105 - Digne 95.6 - Sisteron 103

Briançon 101.4 - Embrun 100.9 - Gap 106.3 - Aix en

Provence 88.1 - Marseille et alentours, sur poste DAB+

Zinzine - site ueb: <www.radiozinzine.org>

On se sent comme au bord du gouffre. On sait que ça va très mal, mais notre inquiétude est telle et les sujets si nombreux que cette immense envie d'agir butte contre un mur: l'on se sent soudain si petit·e et démuni·e, et cette volonté d'agir se transforme alors en inertie, en paralysie. On ne sait plus vraiment ce que l'on devrait faire, de toute façon, tout ça nous dépasse. De toute façon, il y a trop de sujets et les problèmes sont trop énormes, systémiques, endémiques.

On a quand même pas envie de passer notre vie à être triste. Qu'est ce qui nous sauvera donc? Peut-être d'essayer de comprendre comment nous en sommes arrivé·e·s là. Alors on fouille dans le passé. On se rend compte rapidement que ces luttes ne datent pas d'hier. Que ces désastres sont les conséquences actuelles d'une histoire au long cours, d'une histoire coloniale et capitaliste mondiale, associée à de multiples systèmes de domination. Une histoire qui a fondé il y a des siècles notre rapport à la terre et au vivant. L'histoire d'hommes qui ont vu en d'autres des marchandises à exploiter n'est-elle pas étroitement liée à celle qui voit en chaque lopin de terre une ressource à piller? En chaque femme un territoire à conquérir? Comment ne pas lier notre passé colonial aux développements économiques et sociaux qui ont pris place par la suite, et aux rapports binaires hommes-femmes qui ont germé au cours des siècles?

Ce que nous voulons dire, c'est que tous ces systèmes de domination, ces systèmes dans lesquels nous sommes tou·te·s pris·e·s: coloniaux, hétérosexistes, racistes, étatsistes, capitalistes et productivistes et on en passe...sont *interreliés*.

Comment pouvons-nous nier que les enjeux climatiques actuels sont intimement liés au système économique en cours, qu'il s'agit du même combat, comme nous l'avons si souvent vu sur les pancartes des manifestations? Comment peut-on encore regarder la misère des pays dit du «Sud global» comme une «erreur de parcours» de leur part et non pas comme une conséquence directe de ces systèmes, puisque - parmi de nombreuses autres raisons - leurs richesses et leurs populations ont été pillées et exploitées, et continuent de l'être? Dans la même logique, les conditions de vie des femmes dans le monde entier ne découlent-elles pas du besoin de main-d'œuvre gratuite nécessaire à la reproduction sociale capitaliste?

Nous envisageons cette compréhension du monde - celle de l'imbrication de ces systèmes d'oppression - comme un appel à penser de façon complexe l'ensemble des phénomènes auxquels nous sommes confronté·e·s, plutôt que de les penser séparément. C'est un appel à la radicalité, qui

Radio Zinzine Info
F - 04300 Limans
Tél.: 09 74 53 46 19
e-mail: info@radiozinzine.org
site: www.radiozinzine.org

Publication hebdomadaire
Com. Paritaire N°0224G87780
ISSN: 1248-2951

Directeur de Publication:

Jean Duflot

Edité et imprimé par l'
Association Radio Zinzine
Déclaration au Parquet: 9 mai 1994

Abonnement:
22 € pour 6 mois
42 € pour 1 an
abonnement de soutien 50€
Chèque à l'ordre de Radio Zinzine

dans son sens premier, signifie de revenir à la racine, remonter aux causes premières des problèmes auxquels nous sommes confronté·e·s aujourd'hui. Ainsi, cette forme d'intersectionnalité nous éclaire et nous donne des clés salvatrices pour nos luttes.

C'est bien ce cheminement et cette compréhension du monde qui nous ont amené·e·s à nous solidariser avec les peuples de l'isthme de Tehuantepec au Mexique, et à rejeter les projets éoliens

destructeurs qui envahissent leurs territoires. L'Isthme compte aujourd'hui plus de 1.800 éoliennes installées pour la plupart par des firmes étrangères. Une grande partie de la population locale, en particulier indigène, est en lutte depuis plusieurs décennies contre l'installation de ces parcs.

En effet, ces parcs éoliens industriels sont d'abord à l'origine de nombreuses dégradations environnementales: pollutions des eaux et des terres arables dues au ruissellement de l'huile des turbines, circulation des eaux souterraines perturbées par les fondations en béton, massacre d'oiseaux migrateurs et des chauves-souris qui régulent la population de moustiques, ce qui favorise la propagation de la dengue dans la région, etc.

Mais l'installation des parcs a surtout des conséquences sociales graves, en contribuant à la désintégration du tissu social *istmeño* et à la violation des droits humains: ces projets portés par des multinationales comme EDF reposent sur la privatisation illégale de terres communales, déposant ainsi les peuples autochtones de l'Isthme de leurs usages traditionnels et de leurs territoires. Ils divisent la population, favorisent les conflits locaux et les violences contre les opposant·e·s aux projets.

À l'heure de la crise écologique que nous traversons, du changement climatique dû à l'utilisation des énergies fossiles qui menacent la vie sur cette planète, qui pourrait contester que le fait de développer des sources d'énergies renouvelables fasse partie de la solution?

Et pourtant, il nous faut nous interroger: ces solutions doivent-elles être mises en place à n'importe quel prix? Au prix des droits humains? De l'autonomie des peuples autochtones et de leurs formes de vie? En reproduisant les mêmes schémas de domination qui nous ont mené·e·s dans le mur?

Comment peut-on accepter que, dans une prétendue logique «verte», nous soyons encore en train de reproduire les exactes attitudes qui nous ont elles-mêmes mené·e·s vers cette crise écologique — soit des attitudes d'exploitation, de pillage des ressources et de violence inouïe face aux peuples et au vivant dans son ensemble?

Il est profondément injuste et paradoxal que les communautés paysannes et les peuples autochtones, qui ont le moins bénéficié du développement généré grâce à l'utilisation de leurs ressources historiquement (y compris les énergies fossiles), doivent (encore) supporter le poids d'une transition énergétique, qui se veut durable mais qui en réalité ne fait que reproduire les logiques de pillage et de domination coloniale.

Nous ne sommes ainsi pas dupes des logiques à l'œuvre: les grandes entreprises se cachent derrière la légitimité acquise par le discours de l'écologie, de la transition énergétique et de l'énergie «propre», pour mieux faire perdurer par d'autres moyens leurs velléités prédatrices, celles du profit et de l'exploitation.

C'est en cela que l'analyse et la compréhension du monde décrite plus haut est salvatrice: elle nous montre le chemin, nous fait comprendre que l'on ne résoudra pas un problème (la crise écologique) en alimentant les mêmes dynamiques destructrices qui en sont la cause (le capitalisme, le colonialisme, les dominations en général), puisque ces systèmes sont imbriqués.

Ce sont les luttes de ces peuples *istmeños* qui nous montrent aussi le chemin, ou du moins un chemin. Les formes de lutte mais aussi les formes de vie qui prennent corps dans ces territoires, sont autant d'inspirations possibles pour reconstruire un rapport différent au quotidien, au temps, au vivant dans son ensemble, et méritent d'être préservées pour elles-mêmes.

Nous avons une certitude: nous ne laisserons pas le premier fournisseur d'électricité de France participer à leurs destructions. Nous refusons cette écologie coloniale basée sur la dépossession des peuples autochtones, ce capitalisme vert qui continue l'exploitation effrénée des ressources et les logiques extractivistes.

Non seulement nous pensons qu'il n'y aura pas de sortie de crise sans des changements profonds de société, dans nos modes de vie et de consommation, dans nos façons de nous relationner les un·e·s aux autres et avec le vivant, mais nous sommes aussi convaincu·e·s qu'il est possible de développer des formes alternatives d'approvisionnement en énergie, par le bas, sans exploitation.

Rejoignez-nous!

Publié sur le site de l'Amassada
<douze.noblogs.org> 18 novembre 2020.



Un coup de main

Pour **Radio Zinzine**, l'année à venir s'annonce particulièrement difficile financièrement. Le maintien du Fonds de Soutien à l'Expression Radiophonique, qui couvre près de la moitié de nos dépenses, est suspendu aux décisions d'un État qui rogne sur les mesures sociales et culturelles, et la Région a déjà lâché son accompagnement aux médias libres.

Nous devons équilibrer des dépenses de fonctionnement de près de 25.000 euros, auxquelles s'ajoutent des besoins de maintenance et de développement techniques (deux émetteurs doivent être complètement rééquipés). De plus, notre vieux risographe, qui imprimait *L'Ire des Chênaies*, a pris une retraite définitive.

Pour finir, le fameux virus a sabordé notre traditionnelle fête estivale, une de nos entrées principales et un moment culminant de notre année radiophonique qui permet la rencontre avec nos auditeurs et auditrices.

Nous nous trouvons donc fort dépourvus et la bise est venue. Nous faisons appel à votre générosité pour aider à passer ce cap difficile, sur une base de 50 euros par personne, ou plus, ou moins, selon vos possibilités.

Merci d'avance.

Par chèque à l'ordre de Radio Zinzine,
Virement (IBAN FR67 2004 1010 0807 3166 2Z02 924)

Ou, tout nouveau, à partir de notre site

<www.radiozinzine.org> sur compte Hello Asso.